

Le Collectif Anarchiste de Traduction et de Scannerisation de Caen a scanné et passé à la reconnaissance de caractère ce texte en juillet 2011. Nous l'avons également féminisé.

Il s'agit d'un article tiré de « La mémoire sociale », « Revue d'humeur du groupe Voline de la Fédération Anarchiste ». Le Numéro et la date ne sont pas indiqués. Par déduction, l'article a du être écrit entre fin 77 et 1979.

Il est malheureusement possible, malgré les relectures effectuées, que des coquilles subsistent.

D'autres textes scannés et traduits sont librement téléchargeables sur le site internet du Collectif : <http://ablogm.com/cats/>

LES RÉVOLTES OUVRIÈRES EN POLOGNE POPULAIRE

Lorsque le 28 et le 29 novembre 1943 Churchill, Staline et Roosevelt se réunissent à Téhéran, ils discutent, entre autres choses, du sort de la Pologne. Ses frontières actuelles sont tracées, et elle tombe dans l'orbite soviétique. L'important mouvement de résistance « Armia Krajowa », antisoviétique, est écrasé par les allemands en 1944, lors de l'insurrection de Varsovie, grâce à la passivité de Staline. Quand les troupes russes délivrent Varsovie en janvier 1945, un gouvernement provisoire recruté dans les rangs de la résistance procommuniste est installé. En juin 1945, un gouvernement d'union nationale est formé. Un "bloc démocratique" lui succèdera en 1947. Ce bloc était dominé par le parti ouvrier unifié polonais, résultat de la fusion du parti communiste et du parti socialiste. Staline a maintenant la situation bien en main. Gomulka, chef de la résistance communiste et secrétaire du PC de 1943 à 1948 est alors écarté pour "déviation droitière et nationaliste". Il est remplacé par Bierut, fidèle de Staline. La Pologne est socialisée à un rythme accéléré. L'industrie est nationalisée, les exploitations agricoles aussi, mais par la terreur car il y a une vive résistance. L'église est persécutée, ainsi que la tendance "nationaliste", personnifiée par Gomulka, emprisonné de 1951 à 1955. La Pologne populaire est née.

1/ 1956 : POZNAN

Quand Staline meurt le 5 mars 1953, la Pologne est sur la voie qu'il lui avait tracé. Sa mort ne change rien dans l'immédiat. Bierut, son homme de paille, restera au pouvoir jusqu'à sa mort, le 12 mars 1956. Quand arrive l'heure du XX^e congrès du PC d'URSS, la Pologne est un satellite fidèle et soumis.

Mais les dissensions qui suivent la mort de Staline vont se répercuter en Pologne. Dès octobre 1953, quelques mesures annoncent le nouveau cours polonais. La terreur instaurée par la police politique se relâche un peu, et certains responsables trop compromis sont jugés début 1955. Une timide critique apparaît : on remet en question la censure. Quand Bierut meurt, c'est Ochab, plus "ouvert" qui lui succède. En avril 1956, il annonce la réhabilitation de plusieurs personnes, dont celle partielle de Gomulka. Fin avril, une amnistie est promulguée, et près de la moitié des prisonniers politiques (35 000) sont libérés. Enfin, le 5 juin 56, le rapport secret de Kroutchev au XX^{ème} congrès est publié.

C'est dans ce climat de déstalinisation, de changement politique, que va éclater cette révolte de Poznan. En fait, depuis un an environ, les ouvrierEs bougent. Les normes sont excessives, les contraintes sont de plus en plus insupportables, les salaires sont insuffisants. Toutes ces raisons vont provoquer une agitation dans les usines, agitation dirigée contre la "discipline du travail socialiste", avec comme but l'amélioration du pouvoir d'achat par une augmentation des salaires. Dans une atmosphère de contestation de la ligne précédente, les travailleurs/euses vont faire entendre leur voix. Outre les revendications déjà citées, ils/elles vont critiquer le syndicalisme d'état qui en fait ne les défend pas, mais les exploite et les opprime.

Cette contestation ne plait pas du tout au parti qui va tenter de canaliser et de récupérer le mouvement en proposant des réformes. Mais ces réformes sont assez superficielles et surtout difficilement applicables. L'agitation continue et s'amplifie de jour en jour, soutenue plus ou moins par les partisans de Gomulka.

L'orage qui est dans l'air va éclater à Poznan au mois de juin 1956. La situation économique de la Pologne n'était pas très florissante. Il y avait des difficultés d'approvisionnement, notamment en matières premières, ce qui causait un chômage partiel dans certaines usines. Les heures perdues n'étaient pas payées et la situation de nombreux/ses ouvrierEs et de leurs familles était critique. L'usine fabricant les locomotives ZISPO, à Poznan, était dans ce cas. Et pour aggraver cette situation, une augmentation des normes avait été décidée, ce qui entraînait en réalité une baisse des salaires de 3,5%. C'était inadmissible pour les 15 000 ouvrierEs de l'usine. Ils/elles présentent des réclamations à la direction qui les refuse bien entendu, sans même essayer de négocier. Pour débloquer la situation, ils/elles décident d'envoyer une délégation à Varsovie. Elle se rend dans la capitale le 25 juin pour essayer de rencontrer le ministre de la métallurgie, Tokarsky, et lui présenter les revendications des travailleurs/euses de l'usine. Ils sont reçus, et Tokarsky leur annonce qu'il ne peut en aucun cas satisfaire leurs revendications. La délégation tente de faire reculer le ministre par une menace de grève, il répond simplement qu'elle sera réprimée par les chars d'assaut s'il le faut. C'est l'impasse. Le gouvernement croit tenir la situation bien en main, et aussi il ne veut faire aucune concession. Mais les ouvrierEs sont poussés à bout, et ils/elles sont prêts à tout pour être écoutés, pour que leurs revendications soient satisfaites. Aucune des deux parties ne voulant ou ne pouvant céder, l'affrontement est inévitable.

La délégation télégraphie à l'usine ZISPO les résultats de l'entrevue et l'échec. Aussitôt, c'est l'effervescence. Comme prévu, la grève est déclenchée. Mais pour lui donner plus de poids, une manifestation est organisée pour aller présenter les revendications ouvrières à la mairie de Poznan. Celles-ci sont purement économiques: diminution des normes de travail, baisse des prix et augmentation des salaires. La situation des ouvrierEs de ZISPO est la même que celle des travailleurs/euses de tout le pays. Aussi très vite le cortège va se grossir d'ouvriers et d'ouvrières des autres usines de la ville. Les femmes sont très nombreuses dans le cortège. La manifestation se déroule pendant la foire internationale de Poznan. Il y a donc de nombreux/ses étrangerEs et ainsi les manifestantEs se sentent moins isolés. Le ton monte, et très vite ce mouvement qui n'avait qu'un caractère économique à l'origine va déboucher sur des revendications politiques lancées sous forme de slogans par la foule. Les manifestantEs crient "vive la liberté", "pain et justice", "à bas l'occupation soviétique". On entonne des chants ouvriers et populaires polonais. La foule s'échauffe de plus en plus, il y a 50 000 personnes qui défilent, la situation est explosive.

La milice intervient alors, pour disperser la manifestation. Mais il est déjà trop tard. Le cortège est trop important, les manifestantEs sont décidés à aller jusqu'au bout. La milice échoue, et elle doit se retirer. C'est alors que les ouvrierEs passent à l'offensive. La manifestation devient émeute. Des groupes se forment pour attaquer des objectifs bien précis. D'abord il faut des armes. Pour en avoir, la direction de la milice de la ville est prise d'assaut. Rien ne résiste pour l'instant à la vague populaire. L'émetteur radio est occupé, les prisons sont attaquées et les prisonniers libérés. La Sûreté est enfin attaquée pour pouvoir libérer les nouveaux détenus qui s'y trouvent. Maintenant il s'agit d'une véritable révolte.

Mais très vite des fusillades éclatent. Tokarsky avait promis les chars, et ils arrivent. Au début de l'après-midi, des blindés, des détachements de la police politique et de l'armée de la défense intérieure pénètrent à Poznan. Les ouvrierEs sont armés et bien décidés à résister. Aussi il faudra 24 h d'affrontements sanglants pour "rétablir l'ordre". Une répression systématique étouffe les uns après les autres les foyers de résistance qui ne cèdent que lorsqu'il n'y a plus rien d'autre à faire. Il y aura 54 morts et 300 blessés.

Le gouvernement a repris la ville en main, mais la résistance continue. Officiellement, il y eut 323 arrestations, mais en fait plusieurs milliers ont été nécessaires pour étouffer le mouvement. La presse officielle traite les manifestantEs de "hooligans", et les responsables de la révolte sont, pour le premier ministre, des "provocateurs et des agents de l'impérialisme". Mais ces explications usées ne suffisent plus à masquer la réalité. Cette révolte isolée du prolétariat de Poznan était vouée à l'échec, mais elle va accentuer au sein du parti une crise qui va déboucher sur un changement de dirigeants et sur une courte période de relative liberté.

Toute l'agitation qui a eu lieu avant et après la révolte de Poznan a été utilisée et dans certains cas provoquée par les partisans de Gomulka qui sentent le pouvoir à leur portée. Après juin, l'État doit faire des concessions: il propose un projet de loi visant à étendre la "démocratie ouvrière", qui sera très vite dépassé par les projets d'autogestion proposés par les partisans de Gomulka. En effet, Gomulka a été réintégré au parti fin juillet. Des réformes ont été décidées, on n'accuse plus les agents impérialistes d'avoir provoqué les événements de Poznan. Les procès des émeutierEs ont lieu en septembre, et les peines sont relativement modérées.

La classe ouvrière polonaise aspirait à prendre ses affaires en main. C'est pourquoi les partisans de Gomulka vont profiter de cette aspiration pour parvenir au pouvoir. Ce sont eux qui vont lancer l'idée d'autogestion et de conseils ouvriers pour récupérer à leur profit toute l'agitation contre le régime. En Octobre 1956, une grave crise éclate au sein du parti. Après une entrevue entre dirigeants polonais et russes, la direction du parti change. C'est Gomulka, et la fraction plus nationaliste, qui reviennent au pouvoir. Le maréchal Rokossowski, ministre polonais de la défense et soviétique de nationalité, symbole de la sujétion à Moscou, quitte son poste. Kroutchev a cédé à la pression populaire, car Gomulka n'était pas très bien vu, mais à l'époque sa popularité était très grande.

Une fois au pouvoir, il instaure le système des conseils ouvriers. Les élections sont libres, et il n'y a que 30% de membres du parti dans ces conseils. Aussi ils vont très vite être transformés en une nouvelle institution bureaucratique parasite qui défend l'État plus que les travailleurs/euses. Beaucoup d'entreprises d'ailleurs se sont bien rendues compte du caractère factice de cette autogestion qui sert seulement à détourner l'attention des travailleurs/euses, et l'instauration de ces conseils s'y heurte à de nombreux obstacles et à une méfiance considérable, comme à l'usine ZISPO de Poznan, pourtant très agitée.

La révolte de Poznan est l'épisode le plus violent d'une agitation sociale qui a commencé en 54-55 et qui s'est poursuivie jusqu'en 1957. Elle a débouché sur un changement de dirigeants, mais pas de régime. Dans ce sens, c'est un échec qui était prévisible. Mais Gomulka a dû faire des concessions: limitation des pouvoirs de la police, libération de nombreux prisonniers, censure moins stricte, mais surtout retour pour la plus grande partie des fermes collectives à l'exploitations privée. Depuis ce temps, toutes les autres tentatives de collectiviser de nouveau l'agriculture échoueront. Les élections législatives de janvier 1957 prennent l'aspect d'un plébiscite en faveur de Gomulka. Il a alors la situation bien en main, et la normalisation peut commencer. Dès 58, il n'y a plus de contestation.

2/ 1970-71 : LA COTE BALTIQUE ET LODZ

Après octobre 1956, la Pologne va connaître une période d'élévation du niveau de vie des travailleurs/euses. Kroutchev a accepté de débloquer un prêt, et l'URSS modère l'exploitation de son satellite. L'industrialisation est freinée, et il y a donc une augmentation de la consommation. Mais peu à peu, on revient à la situation antérieure, et le sort des ouvrierEs s'aggrave de nouveau. L'ère Gomulka a été synonyme de chômage, mais aussi de crise du logement (qui dure depuis la guerre). La consommation ne progresse pas sauf quelques exceptions (téléviseurs par exemple). Peu à peu la situation économique s'aggrave, une nouvelle crise semble inévitable.

Fin mars 1968, le régime doit faire face à une forte agitation intellectuelle et étudiante. Les intellectuelLES demandent plus de liberté, l'abolition de la censure, etc... Il y a de violentes manifestations étudiantes, et les affrontements avec la milice font plusieurs morts. Mais cette révolte fut écrasée sans que les ouvrierEs ne bougent. Les revendications sont politiques et non sociales, et intéressent d'abord les intellectuelLES. Les travailleurs/euses se sentent moins concernéEs. Mais le pouvoir a tout fait, et il y a réussi avec éclat, pour séparer les travailleurs/euses des intellectuelLES. Il fait appel à l'antisémitisme en traitant les contestataires de juifs/ves. Puis il fait des concessions aux ouvrierEs (prolongement des congés payés...). Cela lui permet de mater la révolte, de purger les milieux intellectuels et une partie de l'administration, d'emprisonner des étudiantEs et des contestataires. C'est très grave, car en 70 les intellectuelLES ne pourront ou ne voudront pas bouger à cause des événements de mars 68.

En 1970, la situation économique des travailleurs/euses devient critique. Le plan est insuffisant pour lutter contre le chômage, les salaires sont trop bas et les ouvrierEs les moins bien payés ont peine de quoi survivre. Pour subvenir à ses besoins, chacun fait appel au système D (au vol généralisé de l'État pour alimenter un marché noir qui est une plaie de la Pologne). On manque de logements, les approvisionnements sont défectueux. Les conditions de travail sont aussi bien souvent déplorables. Quand le 13 décembre la décision d'augmenter les prix alimentaires de 30% est annoncée, c'est tout de suite la colère. Les travailleurs/euses luttent depuis plusieurs mois pour une augmentation du niveau de vie, et cette mesure est inacceptable pour eux.

C'est de Gdansk que viennent les premières réactions. Dès le lundi 14 au matin, les chantiers navals se mettent en grève. Environ 1000 travailleurs/euses partent vers 11h vers le siège du parti. Il n'y a aucune négociation, et les incidents commencent alors. En début d'après-midi, les ouvrierEs vont à l'école polytechnique pour entraîner les étudiantEs mais ceux/celles-ci ne bougent pas. C'est l'une des conséquences de mars 68. Il y a des ouvrierEs conscientEs de ce fait puisqu'il y a une banderole brandie par quelques personnes, où est écrit "Nous nous excusons pour mars 68". Mais il n'y a pas de réponse. Après l'université, ils se dirigent vers la radio, pour diffuser un appel. Les technicienNEs ne les suivent pas, et les manifestantEs au nombre de 3000 se dirigent de nouveau vers le siège du parti, qui est attaqué. La milice intervient, il y a des incidents jusqu'assez tard dans la soirée.

Le mardi la journée est assez calme. La grève s'étend dans le port. Le mercredi 16 aux premières heures, la tension monte de nouveau. Vers 7h une manifestation importante se dirige aussi vers le siège du parti. Vers 7h30, l'hôtel de ville, le tribunal et la prison, véritable but, sont attaqués. Des incendies éclatent, l'hôtel de ville et le commandement de la milice sont pris, mais des renforts empêchent d'atteindre la prison. Tout Gdansk s'enflamme, et c'est une véritable guérilla urbaine qui commence. Des camions sont lancés contre les miliciens, le bâtiment du parti est incendié, et la foule reste devant jusqu'en début d'après-midi. Dans les rues voisines, le pillage des magasins a commencé. La foule, repoussée, se dirige vers la gare. Un convoi de l'armée est bloqué, le commissariat de la gare est attaqué, de nouveaux incendies éclatent. La foule est maître de la ville : d'autres locaux sont incendiés, le pillage s'étend. Les forces de police sont insuffisantes, la foule n'a peur ni des armes ni des chars. Elle s'assoit sur leur passage. Les soldats hésitent à intervenir, seule la milice réprime férocement, mais les miliciens tombés aux mains des manifestantEs sont lynchés. L'ordre de tirer est donné, le couvre-feu est décrété dans la soirée et toute la nuit la répression va s'abattre sur Gdansk.

Le mercredi, la situation a évolué. Le pouvoir est de nouveau maître de la ville, mais les ouvrierEs occupent les chantiers navals. Une tentative pour en sortir échoue dans le sang. Les ouvrierEs tiennent de nombreuses assemblées pour rédiger leur cahier de revendications (augmentation des salaires de 30%, annulation de la hausse des prix, reconnaissance du comité de grève...). La grève s'organise à partir de la base puisqu'il n'y a aucune véritable structure de défense des travailleurs/euses existante. Le jeudi 17, le pouvoir recule un peu en reconnaissant que les ouvrierEs ont partiellement raison.

C'est de Gdansk qu'est parti le mouvement, mais il va s'étendre très vite. À Gdynia, la grève débute au chantier naval le 15 au matin. Le comité de grève n'est pas reconnu par les autorités qui refusent de négocier. Pour éviter la situation de Gdansk, l'armée occupe les chantiers le 16 au soir. Le jeudi 17 au matin les ouvrierEs veulent y pénétrer, pour les occuper ou pour travailler. Soudain l'armée tire, puis les hélicoptères interviennent à coups de grenades lacrymogènes et de mitrailleuses. Le massacre a commencé. La foule se replie sur la gare, où la milice les poursuit. Il y a de violents affrontements et des tués des deux côtés. Un cortège se dirige vers l'hôtel de ville, et à 9 h, la milice ouvre de nouveau le feu. La foule ne recule pas, elle tente de contrôler une station service pour se procurer de l'essence. Après 7 assauts repoussés par l'armée et la milice, elle se disperse vers midi. À la gare aussi il y a de nombreux morts au cours de l'attaque d'un train d'essence. À Gdynia, pour éviter Gdansk, les autorités ont choisi le massacre.

Le mouvement s'étend dans tout le pays de nombreuses grèves éclatent. À Elblag, il y a des combats de rue. Le 17 et le 16 décembre, de nombreuses entreprises sont en grève. Il faudra faire appel à l'armée. Le secrétaire local du parti sera pendu par des ouvriers. À Katowice, il y a des grèves et des manifestations. À Koszalin, il y a des combats de rue, à Krakow, Poznan, Splusk et Wroclaw, il y a des grèves et des combats

plus ou moins violents. À Lodz et à Lublin, il y a des grèves. À Varsovie de nombreuses entreprises sont en grève, et il y a un début d'auto-organisation de la lutte. Une bombe explose à l'ambassade d'URSS.

Mais c'est à Szczecin que la lutte va prendre une tournure beaucoup plus dangereuse encore pour le pouvoir. En effet, les ouvrierEs vont s'organiser et remplacer dans la gestion de la ville les autorités officielles pendant plusieurs semaines. Le jeudi 17 décembre, le chantier naval Adolf Warski se met en grève, une assemblée élit un comité ouvrier et un cahier de revendications est rédigé. Ce sont des revendications économiques (amélioration du niveau de vie et des conditions de travail) mais aussi politiques (syndicats indépendants, pas de censure, diminution de l'administration envahissante, pas de répression). Ces revendications sont portées au siège du parti. La délégation est refoulée. Les ouvrierEs vont alors manifester à travers la ville. Le bâtiment du parti, la villa du secrétaire local du parti sont incendiés. La police attaque les manifestantEs, qui résistent. Il y a de violents combats de rue, mais les ouvrierEs sont beaucoup mieux organisés qu'à Gdansk. Une milice ouvrière prévient les pillages, tandis que la récupération d'armes, la fabrication de cocktails molotovs se font d'une manière organisée. La tactique adoptée est de disperser la milice pour mieux la frapper, et des miliciens sont tués. Apparemment l'armée n'est pas intervenue. À la fin de cette bataille de rue, les ouvrierEs dominent la ville. Les usines sont occupées, l'électricité et le gaz alimentent les quartiers ouvriers seulement, l'approvisionnement des travailleurs/euses se fait gratuitement grâce aux stocks des magasins. Le comité de grève du chantier A. Warski est transformé en comité de grève central. Il prend en main l'approvisionnement de la ville, remet en marche les tramway, assure les communications avec Gdansk. Il est relayé vers la base par des comités d'atelier pour les chantiers en grève, et des comités ouvriers pour la ville elle-même. Ce comité de grève, bien qu'on ne sache pas dans quelle mesure il est l'émanation des ouvrierEs eux/elles-mêmes (il comprend des membres actifs du parti), doit se plier à leur pression. Le 20 décembre, après avoir négocié avec les autorités, le comité demande la reprise du travail. Loin de le faire, les ouvrierEs en discutent dans les entreprises. En tout cas la ville est entièrement prise en charge par les ouvrierEs. Il y a des patrouilles pour éviter les provocations du pouvoir, les chantiers sont sous la surveillance de tous, le journal local répareit pour mieux faire circuler les informations.

Cette semaine sanglante, du 13 au 20 décembre, va provoquer la chute de Gomulka. Il a écrasé la révolte dans la rue, mais les usines sont toujours en grève, et les conditions qui ont amené la vague d'émeutes restent inchangées. Les russes font pression pour qu'il y ait un retour à la normale. Gomulka est remplacé le 20 par Gierek qui est un "économiste" (par opposition aux "politiques"). Il a l'appui des russes. Il va faire aussitôt des concessions, ou plutôt des promesses : amélioration des bas salaires, des conditions de logement, plus de démocratie, etc ..., mais la cause des grèves, la hausse des prix, est maintenue. La position de Gierek se renforce peu à peu. En lâchant quelques concessions par-ci par-là, il obtient le soutien de l'armée et la neutralité de l'église, des paysanNEs et des intellectuelLEs.

Mais les ouvrierEs sont toujours en grève. Les revendications s'affirment, et ils/elles continuent à s'organiser. Ils/elles entrent en liaison entre eux/elles directement pour court-circuiter les appareils aux mains du parti. Les chantiers navals du nord sont en relation avec des usines de Poznan et de Varsovie. À Szczecin, c'est toujours le comité de grève qui administre la ville. Dans cette situation, comme en 56, le pouvoir pense récupérer les comités apparus spontanément pour en faire des appareils de domination. Mais les grèves s'aggravent à partir de la mi-janvier, et Gierek va céder aux exigences des ouvrierEs de Szczecin en venant s'expliquer devant eux et elles. Il va négocier et s'expliquer devant 500 délégués représentant 12 000 ouvrierEs, qui vont lui décrire leur vie quotidienne, leurs problèmes et présenter leurs revendications. Mais Gierek va manoeuvrer habilement, et en fin de compte les ouvrierEs, sans rien obtenir pratiquement, accepteront de le soutenir et de reprendre le travail. Ils/elles ont obtenus une grande victoire en forçant Gierek à venir, mais il repart en position de force. Le comité de grève ne sera pas dissout, mais transformé et peu à peu assimilé par le pouvoir.

Les manoeuvres politiques de Gierek ont fait céder les ouvrierEs du nord. Mais rien n'a fondamentalement changé dans la situation des travailleurs/euses polonaisES, le mouvement de grève continue. À partir du 11 février, les usines textiles de Lodz, où il y a une majorité de femmes, cessent le travail. Mais c'est toute la Pologne qui continue à s'agiter, et des grèves éclatent à Varsovie et à Wroclaw. La situation est explosive, et le conflit est de nouveau prêt à se généraliser. Le 14 février Jaroszewicz, le premier ministre, va rencontrer

les grévistes de Lodz. Il n'a rien à proposer, et la discussion tourne court. Maintenant, même la cote Baltique recommence à bouger. Aussi le 15 février au soir, la hausse des prix est annulée officiellement. Peu à peu, le pouvoir pourra reprendre la situation en main.

3/ 1976: RADOM ET VARSOVIE

Après ces émeutes, Gierek doit mener une politique économique qui puisse augmenter le niveau de vie des travailleurs/euses. Il va donc s'efforcer d'accélérer la croissance, grâce à des prêts et des importations d'URSS et d'Occident. Au prix d'un endettement important, des biens d'équipement ont été achetés, permettant une rapide modernisation des structures industrielles et une progression du niveau de vie. Dans l'esprit de Gierek et de son équipe, l'industrie polonaise ainsi modernisée aurait dû devenir compétitive au niveau mondial, et les exportations auraient très vite comblées la dette extérieure. Mais il n'y a pas eu de percée sur les marchés occidentaux, à cause de la crise à l'ouest, mais aussi de la qualité insuffisante des produits. Il n'y a pas eu de recettes pour résorber l'endettement qui a augmenté, plus la demande s'est accrue à l'intérieur sur les produits alimentaires, qui sont exportés pour payer les dettes. Une hausse des prix devient nécessaire.

Les prix sont bloqués depuis les événements de 70. Mais les salaires non plus n'ont pas évolué, et la situation reste en fin de compte la même qu'en 70 : toute hausse des prix, surtout alimentaires, sans hausse équivalente des salaires des ouvriers est inacceptable. Et les autorités ne vont pas être très diplomate. Elles vont annoncer une hausse importante des prix alimentaires (60% pour la viande, 100% pour le sucre, 69% pour le poisson, 50% pour le beurre...) sans consulter personne et sans même se rendre compte qu'une telle hausse sur des produits de première nécessité ne peut que déclencher de vives réactions.

Dès l'annonce de la hausse des prix, des grèves vont se déclencher, des manifestations se former. C'est à Radom que le mouvement sera le plus radical, puisqu'il y aura de violentes émeutes. Mais dans de nombreuses autres villes de la Pologne, il y aura des grèves et des manifestations. Le 25 juin au matin, à Radom la grève éclate spontanément dans de nombreuses entreprises de la ville. Les travailleurs/euses se rendent à l'usine de conserve de viande, puis vers 11h le cortège part vers le centre de la ville. On chante l'hymne national, l'internationale, on crie des slogans hostiles à la hausse des prix. Il s'arrête devant l'immeuble du parti, qui est aussitôt envahi. Il y a un début de négociation devant la pression populaire. Les manifestants demandent l'annulation de la hausse des prix. Pendant ce temps, des renforts de la milice et d'unités spécialisées dans les combats de rue se dirigent vers Radom par la route et par les airs. Vers deux heures, la deuxième équipe se joint aux manifestants. La circulation est bloquée, des voitures sont renversées en travers des rues. Vers trois heures, l'immeuble commence à être mis à sac, le mobilier vole par les fenêtres. Dans la cantine, on trouve une grande quantité de victuailles. La foule est alors déchaînée. Les boutiques voisines sont pillées, l'immeuble du parti est incendié. Vers 5 heures, la milice arrive en groupes d'assaut de 1000 hommes, casqués, armés de matraques, de lance-grenades à gaz, de lances à incendie. Les manifestants résistent, ils/elles enflamment les voitures servant de barricade. Il y a déjà des morts. La foule se disperse sur les côtés pour attaquer la milice à revers. Pendant toute la soirée, il y a de violents combats de rue. Ce n'est que vers onze heures que les autorités sont de nouveau maître de la ville. Cette journée d'émeute se solde par 17 morts du côté des manifestants, dont un enfant et une femme enceinte. Le bilan est inconnu pour les forces de l'ordre. Il y aura aussi plusieurs milliers d'arrestations, et quelques personnes mourront au cours de leur interrogatoire.

À Ursus, dans la banlieue de Varsovie, une grève éclate à l'usine de tracteur dès que la nouvelle de la hausse des prix est connue. Les ouvriers veulent négocier avec la direction, qui refuse. Les ouvriers vont alors bloquer les voies de chemin de fer, pour arrêter les trains. Le contenu d'un wagon d'oeufs et d'un autre de sucre est distribué. Jusqu'au soir, les ouvriers sont seuls dans la rue. Quand ils apprennent la nouvelle de l'annulation de la hausse, ils commencent à rentrer chez eux. C'est alors que la milice intervient, violemment, pour arrêter le maximum de personnes. À Plock, il y a une manifestation l'après-midi. Le bâtiment du parti est assiégé, on veut que les dirigeants négocient. Les autorités refusent, et il y a de violents incidents entre la milice et les manifestants qui veulent pénétrer dans l'immeuble du parti. À Gdansk, aux chantiers navals, il

Il y a des grèves. La direction et le parti veulent négocier, mais ce sont les ouvrierEs qui refusent. Dans tout le pays, il y a des grèves et des manifestations.

La situation est critique. La Pologne est au bord d'une crise semblable à celle de 70-71. Aussi Gierek est obligé de reculer, et le 25 au soir les hausses de prix sont annulées. Mais la répression est féroce. Il y a des milliers d'arrestations, la milice frappe pendant les interrogatoires et elle utilise toutes sortes de moyens de pression pour avoir des aveux. De nombreux travailleurs/euses sont immédiatement licenciés. En 56 comme en 70-71, on n'a que des données fragmentaires sur la répression, car une fois les émeutes et les grèves terminées, peu d'informations filtraient. Mais après juin 76 des intellectuelLEs, pour éviter l'erreur de 70, vont créer le KOR, comité de défense des ouvriers, qui va se donner comme but de soutenir financièrement et moralement les ouvrierEs victimes de la répression et d'informer l'opinion publique sur cette répression. La solidarité est très importante. Le KOR fait des collectes et recueille des fonds pour payer les amendes, les frais de justice pour soutenir les familles des inculpés. Il est à l'origine de plaintes collectives et individuelles contre les brutalités de la milice, et grâce à des bulletins, il informe l'opinion publique sur ses activités et sur la répression. Le KOR est illégal, mais il lutte à visage découvert. Ses membres sont connuEs et leurs noms et adresses sont publiés pour faciliter les contacts.

Les grèves de 76 ont été assez peu développées car le pouvoir, pris de peur, a cédé tout de suite. Mais elles ont été très importantes car le rapport de force qu'elles ont créé s'est maintenu et se maintient encore. Le pouvoir a été incapable de lutter contre le KOR alors que celui-ci, soutenu par une large fraction de la population, a réussi à le faire reculer peu à peu. Et le 22 juillet 77, une amnistie libère les dernierEs prisonnierEs à la suite du 15 juin. Plus d'un an après ces événements, le pouvoir est toujours obligé de céder.

4/ CONCLUSION

Les trois grandes révoltes ouvrières en Pologne ont de nombreux points communs. Tout d'abord ce sont des mouvements qui à l'origine sont purement économiques, voulant préserver le minimum vital de l'ouvrierE, d'où leur caractère violent et désespéré. Ce sont des mouvements spontanés. Les grèves se déclenchent simultanément un peu partout, les manifestations sont toujours improvisées, elles regroupent toujours un nombre important de participantEs, et il y a beaucoup de femmes et d'enfants. C'est la révolte de toute une population. Les autorités refusent toujours au début de négocier, ou temporisent. Mais après les émeutes, elles ne peuvent plus négocier, et elles cèdent donc. Quand Gierek a trouvé des représentantEs des travailleurs/euses en face de lui, il a accepté de négocier, et il a obtenu ce qu'il voulait. Mais les grèves de Lodz, avec des ouvrières qui ne voulaient pas négocier, l'ont finalement fait céder. Enfin, dernier point commun, ces mouvements, purement économiques à l'origine débouchent très vite sur des revendications politiques, et c'est pour cela que Les revendications économiques sont satisfaites, pour étouffer toutes les critiques politiques très dangereuses pour le pouvoir en place.

Mais chacun possède aussi ses aspects particuliers. Poznan 70, c'est la première révolte ouvrière alors que le parti communiste est au pouvoir. C'est la révolte de la désillusion. Après La guerre les polonaisES, dans leur grande majorité, espéraient beaucoup d'un régime socialiste pour sortir le pays de son sous-développement et leur apporter le bien être. Mais si la Pologne s'industrialise à un rythme accéléré, le niveau de vie de l'ouvrierE reste inférieur à celui qu'il/elle avait avant la guerre. C'est aussi la révélation du caractère répressif de cet État socialiste.

Décembre 1970, c'est une révolte, presque une insurrection, qui se rattache aux grands soulèvements polonais de 1831, 1863, 1944. La répression qui a suivi a été très féroce et implacable, mais c'est une victoire importante car c'est la seule fois où dans un pays communiste l'État cède aux ouvrierEs dans une épreuve de force de cette importance. Les russes eux-mêmes ont préféré sacrifier Gomulka plutôt que de risquer une intervention. décembre 70, c'est aussi un début d'autogestion et de lutte coordonnée par les ouvrierEs eux/elles-mêmes, sans passer par une quelconque bureaucratie.

Juin 76, c'est la victoire économique, mais aussi politique que les ouvrierEs n'avaient pas eu en 70-71. Le pouvoir a cédé sur la question des prix, mais il a aussi dû arrêter la répression au bout d'un an. Il a été incapable de s'opposer à la structuration d'un mouvement d'opposition d'une force et d'une importance jamais

vues encore dans le bloc socialiste. Après le KOR, des mouvements d'autodéfense des étudiantEs (SKS) et des travailleurs/euses (syndicats libres) vont apparaître. Il y aura aussi un mouvement de défense des droits de l'homme (ROPCIO). Le monopole de l'état sur l'enseignement et l'information disparaît avec l'apparition des « universités volantes » et de journaux et de revues clandestins. Le pouvoir totalitaire est toujours là. Mais en Pologne il y a maintenant des flots de liberté qu'il ne peut atteindre.

Vincent

